

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 20/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOLE MIO**

ZA du guimand – 26120 Malissard

Références : 20230720-RAP-DAEN0739  
Code AIOT : 0010300099

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement SOLE MIO implanté ZA du guimand 26120 Malissard. L'inspection a été annoncée le 11/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLE MIO
- ZA du guimand 26120 Malissard
- Code AIOT : 0010300099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine est spécialisée dans la fabrication de pizzas au feu de bois surgelées. Elle dispose de stockages de matières premières, d'emballages et de produits finis, de groupes froids fonctionnant à l'ammoniac et de tours aéroréfrigérantes.

L'inspection a contrôlé les combles et les extérieurs Ouest et Nord.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de l'inspection précédente
- Sécheresse

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une Lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
NC1_2022 – Situation administrative	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 1.2.1	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	Immédiat
NC10_2018 – Cimentation annulaire du forage F2	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.3	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/09/2023
NC11_2018 – Margelle bétonnée autour du forage	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.2	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/09/2023
NC14_2021 – Dispositions constructives de locaux de production	AP Complémentaire du 01/10/2021	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/06/2024
NCM1_2023 – Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 4.2.1	Avec suites, Lettre de suite	Mise en demeure, respect de prescription	31/12/2023
NCM2_2023 – Sécheresse – PSH	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours à compter de la mise en demeure
NC1_2023 – Conformité des salles des machines ammoniac	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 9.7.3	/	Lettre de suite	30/09/2023
NC2_2023 – Détection NH3 nouveau groupe	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 9.7.17	/	Lettre de suite	21/07/2023
NC3_2023 – Réception appareil à pression nouveau groupe NH3	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 9.7.21	/	Lettre de suite	21/07/2023

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NC9_2021 – Dispositions relatives au stockage de bois	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.8	Avec suites, Lettre de suite
NC11_2021 – Mesures de maîtrise des risques spécifiques pour ammoniac	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.11.	Avec suites, Lettre de suite
NC17_2018 – Contrôle incomplet des installations électriques	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 8.5.2.	Avec suites, Lettre de suite
NC2_2022 – Consommation d'eau	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.1	Avec suites, Lettre de suite
NC13_2018 – Plan des réseaux	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.3.2	Avec suites, Lettre de suite
Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en service un groupe ammoniac sans augmenter la quantité d'ammoniac sur le site. Il n'est pas en capacité de justifier que toutes précautions en matière d'appareils à pression et de détection précoce de fuite d'ammoniac ont été prises.

Suite au contrôle par un organisme tiers de la conformité des salles des machines ammoniac en 2022, une partie des écarts « feu rouge » ont été résorbés mais encore une partie est en suspens. Ils sont notamment relatifs à la prise en compte de certains risques dans l'étude de dangers.

Concernant les consommations d'eau, l'exploitant dépasse depuis de nombreuses années les consommations tant en eau potable qu'en eau de forage. La nappe de la plaine de Valence est en période d'alerte sécheresse et le plan de sobriété hydrique est insuffisant. La consommation en 2022 pendant la période d'étiage de juin à septembre correspond à un prélèvement de 7,5% du volume disponible à l'étiage pour l'industrie sur le bassin de la Véore selon le SAGE Bas Dauphiné Plaine de Valence. Une mise en demeure est proposée.

## 2-4) Fiches de constats

NC1\_2022 – Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> 2220 : 33,3 t/j 2221 : 15,6 t/j  <u>Constat lors de la visite du 04/07/2022 :</u> L'exploitant a présenté un bilan des matières entrantes de 2022. 13 jours de production sont supérieurs à la limite cumulée des rubriques 2220 et 2221 (48,9 t/j) avec un maximum à 56,7 t/j le 19/01/2022. L'exploitant indique que cela est lié à la fabrication d'une nouvelle recette de pizzas plus garnies.  L'exploitant doit transmettre son plan d'actions afin de respecter son arrêté préfectoral concernant le respect du seuil des rubriques 2220 et 2221 d'ici le 31/07/2022.  Par courriel du 28/07/2022, l'exploitant indique qu'il envisage une meilleure répartition de la production des grandes et petites pizzas afin de lisser la charge et respecter le seuil autorisé. Il envisage de mettre en place un suivi hebdomadaire des quantités de matières mises en oeuvre quotidiennement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un suivi de la production journalière : le tonnage journalier est dépassé 17 fois depuis début 2023. Il précise avoir mis en place une organisation de la production de manière à ce que les journées où les plus grosses pizzas sont fabriquées, les plus petits modèles les accompagnent. Cela ne suffit tout de même pas. L'exploitant indique qu'un « porter à connaissance » demandant une augmentation de capacité à 75 t/j (2220+2221) est prévu pour septembre 2023. A noter que la demande d'augmentation sera accompagnée d'une augmentation proportionnelle de la consommation d'eau.  Dans l'attente de la transmission d'un dossier de porter à connaissance complet avec demande de cas par cas, l'exploitant doit respecter les maximums de production autorisés sans délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.</p> <p><u>Constat lors de la visite du 01/03/2018 :</u>          Pour le forage de 2017, la cimentation annulaire n'est présente qu'entre 0 et -5m.</p> <p><u>Suites de l'inspection du 15/11/2021 :</u>          Le forage F2 n'est toujours pas conforme pour la cimentation annulaire. Délai : 30/06/2022</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 04/07/2022 :</u>          L'exploitant a mis en place des blocs rocheux afin d'interdire l'accès des véhicules autour du forage F2. Il indique être en contact avec un foreur pour refaire un nouveau forage mais que les délais sont très longs.</p> <p>Le délai est reporté au 30/06/2023.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis une coupe du forage F2 indiquant que ce dernier est cimenté sur les 5 m premiers mètres. Il indique qu'il envisage des demandes de dérogation dans son porter à connaissance de septembre 2023.</p> <p>Le délai est reporté au 30/09/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.  <u>Constat lors de la visite du 01/03/2018 :</u> Les deux forages ne comportent pas de margelle bétonnée de 3 m <sup>2</sup> autour de leur têteau dessus du niveau du terrain naturel.  <u>Suites de l'inspection du 15/11/2021 :</u> Le forage F2 ne comporte pas de margelle bétonnée. Délai : 30/06/2022  <u>Constat lors de la visite du 04/07/2022 :</u> L'exploitant a mis en place des blocs rocheux afin d'interdire l'accès des véhicules autour du forage F2. Il indique être en contact avec un foreur pour refaire un nouveau forage mais que les délais sont très longs.  Le délai est reporté au 30/06/2023.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas entrepris les travaux. Il souhaite demander des dérogations à l'arrêté ministériel dans le porter à connaissance de septembre 2023 avant la mise en conformité du forage. Dans l'attente, ce dernier n'est pas utilisé et l'inspection a constaté l'absence de produits susceptibles de créer une pollution à proximité du forage situé dans la zone enherbée.  Le délai est reporté au 30/09/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stock de bois est éloigné de plus de 10 mètres de toutes sources d'inflammation potentielles ou un mur REI120. Un marquage au sol permettra de respecter cette distance. Une détection incendie est en place.  <u>Suites de l'inspection du 15/11/2021 :</u> Le stock de bois n'a pas de détection incendie au droit du stockage et il n'y a pas de marquage au sol de l'interdiction de source d'inflammation potentielle. Délai : 30/06/2022  <u>Constat lors de la visite du 04/07/2022 :</u> La détection incendie au droit du stockage de bois est toujours absente. L'exploitant indique ne pas pouvoir mettre de marquage au sol. Un affichage est mis en place.  L'exploitant précise qu'une commande groupée est prévue pour améliorer la détection incendie sur les cellules CN10/CN11 (détection aspirante).  L'exploitant transmettra le bon de commande signé d'ici le 30/08/2022 et veillera à la mise en place de la détection incendie au droit du stockage de bois d'ici le 31/12/2022.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la mise en place de 3 têtes de détection incendie au droit du stockage de bois. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.11.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un test a minima trimestriel de la chaîne de détection ammoniac + ventilateur est assuré. Ces opérations sont tracées.  <u>Suites de l'inspection du 15/11/2021 :</u> Le test trimestriel de la chaîne de détection et du ventilateur n'est pas effectué (prescription applicable depuis moins d'un trimestre et le skid est en phase de modification/maintenance et non chargé en ammoniac). Délai : 31/12/2021  <u>Constat lors de la visite du 04/07/2022 :</u> L'exploitant fait le test en interne de la chaîne de détection ammoniac (vu tableau de suivi, dernier test le 24/06/2022). Aucune procédure associée n'est rédigée. L'exploitant doit a minima rédiger la procédure de test.  Délai : 30/12/2022
<b>Constats :</b> Par courriel du 30/09/2022, l'exploitant a transmis une procédure de test de la chaîne de détection ammoniac et des ventilateurs. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 8.5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance [...] ainsi que des éventuelles installations électriques [...] conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constat lors de la visite du 01/03/2018 :

L'exploitant n'a pas fait contrôler intégralement ses installations électriques et n'a pas fourni tous les éléments permettant le contrôle (pas de remise du zonage ATEX ni du plan relatifs aux risques particuliers de l'installation).

Suites de l'inspection du 15/11/2021 :

Le rapport Q18 de l'APAVE du 28/01/2021 indique que la vérification des installations électriques est incomplète (problème de DRPCE suite à l'extension de l'atelier garnissage).

Délai : 28/02/2022

Constat lors de la visite du 04/07/2022 :

Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant a indiqué que des dispositions ont été prises afin que le contrôle soit complet. La vérification a été faite le 17/02/2022.

L'exploitant a présenté le rapport Q18 de l'APAVE du 26/03/2022 et le rapport de vérification des installations électriques associé.

Le rapport Q18 précise que la commande de la vérification complète des installations a bien été faite mais n'a pu être réalisée car des notes de calculs sont manquantes. L'exploitant indique avoir missionné la société SNEF sur les notes de calculs et que cela demande du temps. Par ailleurs, les installations en hauteur (éclairage) n'ont pas été contrôlées.

Le rapport Q18 n'indique toutefois pas d'écart à ce stade.

L'exploitant veillera à transmettre les notes de calculs nécessaires au prestataire pour que le prochain contrôle annuel puisse être fait intégralement, y compris pour les éclairages en hauteur. Le rapport de vérification sera transmis à l'inspection d'ici le 31/03/2023.

**Constats :**

Par courriel du 21/11/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version du rapport Q18 mentionnant une vérification complète des installations électriques et l'absence de risques incendie/explosion.

L'exploitant a répondu à la demande.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux abritant les installations de production doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs séparatifs avec les locaux à risques coupe-feu de degré 2 h,</li> <li>• planchers haut coupe-feu de degré 2 h,</li> <li>• portes intérieures coupe-feu de degré 1/2h, 1h dans les murs coupe-feu 2 h,</li> <li>• portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2h ;</li> <li>• matériaux de classe M0 à l'exception des cloisons frigorifiques qui sont au minimum classe M1.</li> </ul> <p>La séparation avec les locaux à risques, prévue au présent article est au moins en place vis-à-vis du stockage d'emballage, des salles des machines, du local alimentation four et du local transformateur.</p> <p><u>Suites de l'inspection du 15/11/2021 :</u>  L'exploitant n'a pas justifié de la résistance au feu des locaux de production.  Délai : 30/06/2022</p> <p><u>Constat lors de la visite du 04/07/2022 :</u>  L'exploitant indique ne pas avoir progressé sur ce sujet compliqué.  Un délai jusqu'au 30/06/2023 est accordé.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rapports de réaction au feu des panneaux sandwichs autoportants (A2s1d0, Bs1d0 et EI120) =&gt; ok minimum M1 respecté</li> <li>- le rapport de résistance au feu des blocs-portes métallique à un vantail (EI120) &gt; ok résistance suffisante.</li> </ul> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas fourni d'élément concernant l'emplacement de ces matériaux sur son site lors de la construction.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'éléments indiquant la localisation des matériaux utilisés sur le site. Un plan récapitulatif de l'emplacement des différents matériaux peut permettre de synthétiser cela.  Délai reporté au 30/06/2024</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.  Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Eau souterraine forage F1 : prélèvement maxi 5300 m <sup>3</sup> /an – 14 m <sup>3</sup> /h – 113 m <sup>3</sup> /j – alimentation en eau d'appoint des TAR Eau souterraine forage F2 : 1300 m <sup>3</sup> /an – 1 m <sup>3</sup> /h – 14 m <sup>3</sup> /j - alimentation en eau d'appoint des TAR Eau potable : 8300 m <sup>3</sup> /an – sanitaires – lutte contre l'incendie – eaux de process – nettoyages  <u>Constats lors de la visite du 04/07/2022 :</u> Suivi habituel du prélèvement d'eau, volume maximal et masse d'eau concernée : L'exploitant prélève : * dans le milieu naturel : Préciser : eaux souterraines sur le seul forage F1 (situé sur la même nappe que le forage F2 inutilisé) Nom de la masse d'eau et son code SANDRE : Alluvions anciennes de la plaine de Valence FRDG146 Volume annuel 2021 : 9810 m <sup>3</sup> / 2020 : 7480 m <sup>3</sup> / 2019 : 7800 m <sup>3</sup> Déclaré dans GEREP Conforme avec le volume maximal autorisé : non pour 2019 et 2021  Volume journalier maximal depuis mai 2022 (semaine 25 (juin 2022) : 73,2 m <sup>3</sup> /j pour un volume maximal total autorisé de 127 m <sup>3</sup> /j (F1+F2) Conforme avec le volume maximal autorisé : oui  * sur le réseau de distribution d'eau potable : Volume annuel 2021 : 13069 m <sup>3</sup> / 2020 : 10254 m <sup>3</sup> / 2019 : 8100 m <sup>3</sup> Déclaré dans GEREP Conforme avec le volume maximal autorisé : non depuis 2020  L'exploitant doit étudier des dispositions de réduction des consommations d'eau potable et d'eau de forage afin de respecter les maximums annuels prescrits. Un point sera fait au 30/10/2022.
<b>Constats :</b> Les consommations autorisées d'eau potable et d'eau de forage sont à nouveau dépassées pour 2022.

Voir NCM1_2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

NC13\_2018 – Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux d'eaux usées à l'intérieur des bâtiments. Délai : 30/06/2022  Constat lors de la visite du 04/07/2022 : L'exploitant indique ne pas avoir eu le temps de faire le complément du plan des réseaux. Le délai est reporté au 31/12/2022.
<b>Constats :</b> Par courriel du 21/12/2022, l'exploitant a transmis un plan des réseaux d'eau intérieur au bâtiment. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Réseau public AEP de Malissard  8300 m<sup>3</sup>/an pour Sanitaires / Lutte contre l'incendie/ Eaux de process/Nettoyages</p> <p>Eau souterraine Forage F1 : 5300 m<sup>3</sup>/an – 14 m<sup>3</sup>/h – 113 m<sup>3</sup>/j - Alimentation en eau d'appoint les tours aéroréfrigérantes</p> <p>Eau souterraine Forage F2 : 1300 m<sup>3</sup>/an – 1 m<sup>3</sup>/h – 14 m<sup>3</sup>/j - Alimentation en eau d'appoint les tours aéroréfrigérantes</p> <p>Le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur</p> <p>En cas de relevé hebdomadaire, le débit moyen journalier ne doit pas dépasser le débit maximal journalier mentionné ci-dessus</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a relevé les compteurs : AEP 70 466 m<sup>3</sup> et forage F1 231 m<sup>3</sup> (tour de compteur – ok cohérent avec les derniers relevés)</p> <p>Conso GERE 2022 :  AEP 12 403 m<sup>3</sup>  ES 12 909 m<sup>3</sup></p> <p>Volume d'eau de forage consommée entre juin et septembre 2022 en période d'étiage = 6 018 m<sup>3</sup>  Consommation hebdomadaire maximale en eaux souterraines de 247 m<sup>3</sup> pour un maximum de 889 m<sup>3</sup>/semaine</p> <p>Conso GERE 2021 :  AEP 13 069 m<sup>3</sup>  ES : 9 810 m<sup>3</sup></p> <p>Conso GERE 2020 :  AEP : 10 254 m<sup>3</sup>  ES : 7 438 m<sup>3</sup></p> <p>Les consommations d'eau annuelles dépassent le maximum autorisé depuis plusieurs années. La consommation journalière maximale est respectée.</p> <p>Provenance de l'AEP : du captage de St-Marcel-Les-Valence (FRDG248)</p> <p>L'exploitant indique qu'un porter à connaissance demandant l'augmentation des consommations d'eau est prévu prochainement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Capacité à respecter prescriptions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Seuil d'alerte sur les eaux souterraines de la plaine de Valence :</p> <p>Industries et ICPE ne disposant pas d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction de la consommation d'eau de 25 % de la consommation Hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période</li> <li>- Tenue d'un registre de prélèvement hebdomadaire sécheresse</li> </ul> <p>Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte (en fonctionnement normal) ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Prélèvement vérifié sur EauFrance : Alluvions anciennes de la plaine de Valence (FRDG146) – hors alluvions de la Zone de Répartition des Eaux Véore Barberolle</p> <p>L'exploitant indique que seul le forage F1 est exploité. Il n'y a pas de pompe sur le forage F2. L'exploitant tient un registre hebdomadaire des consommations d'eau.</p> <p>Erreur dans arrêté préfectoral sur la nappe d'origine de l'eau de forage à corriger</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## NCM2\_2023 – Sécheresse – PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Capacité à respecter prescriptions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Déclaration sur questionnaire de mai 2023 :</p> <p>Cas n° 3 : prélèvements déjà réduits au minimum</p> <p>Annexe 1 : Industries et ICPE ne disposant pas d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenue d'un registre de prélèvement hebdomadaire</li> <li>- Réduction de la consommation d'eau de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse</li> </ul> <p>Exception : [...] L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques,...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un</p>

document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique)

**Constats :**

L'exploitant a présenté le Plan de Sobriété Hydrique PSH du site. Des dépassements des consommations d'eau sont présents depuis 2020 sur le réseau d'eau potable et depuis 2018 sur les eaux souterraines.

85 % de l'AEP est utilisé pour l'incorporation dans les produits et les nettoyages, 15 % pour les usages sanitaires.

Les TAR sont les consommatrices d'eau de forage. Elles datent de 2011, 2014 et 2018. Celle de 2022 n'est pas mise en service.

La consommation d'eau AEP + forage par unité produite n'a pas baissé, malgré le passage en 2 x 8 en 2021 (plus qu'un seul grand nettoyage par jour). L'été 2022 a été particulièrement chaud (augmentation du besoin des TAR). On note une baisse des consommations d'AEP entre 2021 et 2022 malgré l'augmentation du nombre d'unité produite (2021 : 13 069 m<sup>3</sup> pour 26 747 094 unités ; 2022 : 12 403 m<sup>3</sup> pour 28 339 629 unités).

L'exploitant ne relève pas des BREF (non IED). Il ne se positionne pas par rapport au MTD même si les meilleurs techniques ne s'appliquent pas stricto sensu, notamment concernant le BREF ICS relatif à la réfrigération et le BREF FDM relatif à la fabrication de produits agro-alimentaires.

Des actions ont été menées entre mars et juin 2023 : modification de la température de l'atelier de production et des chambres froides, augmentation du taux de déconcentration des TAR, réducteur de pression pour le lavage des mains, modification du fonctionnement des NEP. Le passage du circuit d'eau en aérien pour faire plus facilement la chasse aux fuites a déjà été réalisé en 2018. Les gains n'ont pas été mesurés.

L'exploitant n'a pas justifié de la mise en œuvre des techniques les plus économes en eau du secteur de l'agroalimentaire, n'a pas amené d'élément quantifié des réductions pérennes mises en place sur consommations d'eau, ni des réductions pendant les phases de sécheresse.

A ce stade, le plan de sobriété hydrique est jugé insuffisant. La restriction liée à l'alerte de -25 % est applicable et n'est pas respectée. L'exploitant doit réduire sa consommation d'eau de manière à respecter les prescriptions sécheresse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 9.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Salle des machines et ventilation  Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Par courriel du 30/11/2022, l'exploitant a transmis un rapport de vérification des 3 salles des machines ammoniac par la société CLAUGER. Ce rapport fait état de non-conformité graves.</p> <p>Par courriel du 01/12/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions avec échéancier très court pour les non-conformités identifiées en "feu rouge" d'ici le 07/12/2022.</p> <p>Par courriel du 05/12/2022, l'exploitant a transmis un plan d'actions.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a fait le point sur la mise en conformité suite au rapport CLAUGER du 24/11/2022. Une partie des points « feu rouge » (priorité 1) ont été traités. Les points restants sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- définir la procédure d'accès en cas d'intervention des secours ;</li> <li>- mettre à jour l'étude de dangers afin d'intégrer les modifications sur les installations ammoniac non prises en compte dans l'étude de dangers (prévu porter à connaissance en septembre 2023) ;</li> <li>- envoyer le rapport de contrôle, l'étude d'implantation des capteurs NH<sub>3</sub> et le plan des capteurs ;</li> <li>- protéger la TAR n°3 contre les risques de heurts d'engins ou de véhicules.</li> </ul> <p>Par courriel du 28/06/2023, l'exploitant a transmis une photo de la glissière mise en place à proximité de la TAR n°3 contre les risques de heurt. Cela répond à la demande.</p> <p>L'exploitant doit lever l'intégralité des points de non-conformités « feu rouge » restants d'ici le 30/09/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 9.7.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que le nouveau groupe ammoniac implanté dans la salle des machines dite « 2014 » est connecté au circuit n°2 de surgélation existant. Le groupe est mis en pression avec de l'ammoniac une fois par semaine afin d'entretenir les joints, sans augmentation de la quantité d'ammoniac dans la salle des machines.</p> <p>L'implantation correcte de détecteurs n'est pas vérifiée.</p> <p>Par courriel du 06/07/2023, l'exploitant transmet un courriel de la société CLAUGER qui confirme la mise en service d'un détecteur ammoniac au-dessus du nouveau groupe froid. L'exploitant a transmis le bon de commande du 06/06/2023 pour l'étude d'implantation des détecteurs ammoniac par CLAUGER.</p> <p>Les détecteurs doivent être correctement implantés afin de détecter le risque ammoniac pour le nouveau groupe d'ici le 21/07/2023. L'exploitant doit être en mesure de le justifier. La demande a déjà été formulée auprès de l'exploitant par courrier du 06/07/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 9.7.21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions de la réglementation des appareils à pression, le mode opératoire de soudage, les contrôles des soudures et l'aptitude professionnelle des soudeurs doivent faire l'objet d'une qualification.</p> <p>L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en œuvre du froid.[...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Le nouveau groupe n'est pas réceptionné au titre des appareils à pression.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les contrôles réalisés au titre des appareils à pression sur son nouveau groupe froid d'ici le 21/07/2023. La demande a déjà été formulée auprès de l'exploitant par courrier du 06/07/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite